

Affaires et conflits de Kraft dans plusieurs pays

05-10-2009

Une politique patronale globale Les régimes de travail appliqués par l'entreprise et les licenciements impulsés dans les dernières années ont aussi réveillé des revendications en Espagne, au Venezuela et en Colombie. "Nous devons créer un front latino-américain syndical de travailleurs de Kraft Foods", projettent les employés.

Plusieurs raisons justifient peut-être la préoccupation de l'Ambassade des États-Unis dans le conflit pour licenciements dans l'entreprise de ce pays, Kraft Foods. Parmi celles-ci, les liens des directeurs et propriétaires de la multinationale avec l'administration du président Barack Obama. Le vendredi 25 septembre, quand l'opération répressive d'expulsion se produisait dans la fabrique de Général Pacheco, la compagnie a informé que "dans la première moitié de l'année elle a gagné 1487 millions de dollars ce qui suppose une augmentation de 10,6 pour cent par rapport à 2008". En Argentine, elle a facturé 470 millions de dollars et ses dirigeants disent qu'elle en a perdu 8 depuis le début du conflit qui a maintenu la fabrique paralysée. Kraft emploie 3700 personnes, 2600 travaillent à Pacheco et le reste dans des fabriques de Tres Arroyos et Villa Mercedes, dans la province de San Luis. Là elle a réussi à imposer des tours "américains" de douze heures.

Derrière les lignes qui crachent des tonnes de chocolat et de biscuits, ce sont majoritairement des femmes qui travaillent. "Nous sommes énormément d'ouvrières là à l'intérieur, et nous devons tout supporter. Dans le tour de nuit nous travaillons par deux ou trois personnes. Il y a des femmes enceintes qui travaillent sans chaises, ils ne leur donnent pas de tâches légères. Beaucoup de mamans vivent dans la fabrique, douze heures par jour", racontent les ouvrières. La présidente de la maison mère, Irene Rosenfeld, a touché en 2008 un "salaire" de 73 millions de pesos pour son travail qu'elle réalise sûrement assise. Pour gagner cela, une ouvrière de la fabrique de Pacheco devrait travailler trois mille ans. Rosenfeld dit dans le site web de Kraft qu'elle veut être "présidente des États-Unis". En attendant, elle avale que la filiale de Kraft au Honduras qui fait partie de la Chambre de Commerce Hondurienne-américaine (Amcham) avec la Citibank et Wal Mart a donné "son soutien au nouveau président putshiste du Honduras, Roberto Micheletti".

Kraft est né il y a 130 ans, mais elle s'est étendue quand elle a vendu à l'armée des États-Unis des millions de boîtes d'aliments pour la Première Guerre mondiale, et s'est convertie en l'un des principaux fournisseurs de l'Etat. Depuis lors elle a continué d' "alimenter" le rêve américain. Lors des dernières élections, l'entreprise a décidé de cotiser pour la campagne d'Obama. Le nouveau président des États-Unis a choisi Mary Schapiro, du directoire de Kraft Foods, comme directrice de la Commission de Valeurs, l'entité qui contrôle les entreprises qui cotisent en bourse. Ce fut seulement une dévolution de gentillesse ? Le propriétaire de la majorité des actions de Kraft est Warren Buffet, l'un des hommes les plus riches du monde et le conseiller économique d'Obama. En 2004, l'entreprise a planifié un processus de licenciements qui affectera 10 mille travailleurs et la fermeture de vingt fabriques, chose qu'ils sont en train d'obtenir non sans résistance des travailleurs de Kraft dans plusieurs pays, comme l'Espagne, le Venezuela et la Colombie. Ce dernier cas montre des méthodes similaires à celles que les ouvriers de Pacheco décrivent. En 2005, après des dizaines de licenciements de travailleurs pour s'être syndicaliser ou réclamer, l'entreprise a enfermé trente employés dans une salle à manger pour les obliger à signer leur démission. Le groupe n'a pas accepté et a été réprimé par la Police Nationale. Raul Ortiz, du Syndicat de Travailleurs de l'Industrie de l'Alimentation, a déclaré : "nous vivons la politique de l'entreprise, de licenciements déguisés et d'arrangements volontaires. Ils ont fait pression sur les gens, ils les ont harcelé, on les enferme dans les bureaux des gérants pour qu'ils renoncent, afin d'en finir avec le syndicat". Ortiz a assuré : "nous avons fait une proposition aux travailleurs dans plusieurs endroits du monde, qu'il est nécessaire que nous nous trouvions, que nous additionnons des efforts parce que la politique de l'entreprise est globale".

Des travailleurs de Kraft Pérou ont rejoint la proposition d'Ortiz. "Nous devons créer un front latino-américain syndical des travailleurs de Kraft Foods pour engendrer les stratégies de lutte globalisée face à cette entreprise qui a un dénominateur commun dans toutes les fabriques où elle agit, effrayer et s'attaquer aux conditions de travail", ont exprimé les travailleurs péruviens.

Kraft est arrivé en Argentine en 2000, après avoir acheté Nabisco, l'entreprise à laquelle Gilberto Montaña et Charles Reyes Terrabusi ont vendu l'empire Terrabusi pour se consacrer au soja et à l'élevage de chevaux. Durant la dernière dictature, Montaña a présidé la Coordination des Industries de l'Alimentation (Copal), aujourd'hui conduite par l'ex-fonctionnaire de facto Jorge Zorreguieta. La Copal, qui a réclamé de la fermeté dans l'actuel conflit, a promu, en 1976 un lockout patronal, pas préalable au coup d'État.

Dans la dernière décennie, tandis que les affaires de la multinationale ont crû, les travailleurs du groupe sont passés de 8 mille à presque 4 mille. Elle a réussi à concentrer presque la moitié du marché des biscuits, et a converti la fabrique de Pacheco en la plus importante en dehors des États-Unis. Les groupes antiglobalisation ont diffusé que, pour produire son chocolat, Kraft acquiert les matières premières en Côte d'Ivoire où, selon Unicef, "des milliers d'enfants sont maltraités et exploités en esclavage".

Avec les femmes, les jeunes sont les protagonistes des dernières revendications. "C'est une entreprise très négrière. C'est pour cela que nous avons décidé d'élir un corps de délégués par tour de production, pour qu'ils la contrôlent. Maintenant, les licenciés sont fermes", disent-ils. Ce sont les mêmes qui dans les marches chantent "ces yankees veulent nous virer, s'ils nous jettent, quel bordel cela va être" ("estos yanquis nos quieren echar, si nos echan, qué quilombo se va a armar"). Et ce fut le cas, avec une dimension qui a dépassé les portes de la fabrique. Adriana Meyer,

Pagina/12, 05 octobre 2009.<http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-132943-2009-10-05.html> Traduit par
<http://amerikenlutte.free.fr>